



GROUPE RENAULT

119, rue du Point du 119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE BILLANCOURT

☎ 01.76.84.14.33 / 01.76.84.14.34 - 📠 01.76.84.14.35

www.cgt-renault.com - e.mail usines@cgt-renault.com

[Intranet Renault](#) e.mail : cgt.central@renault.com

4/05/2016

Déclaration CGT du Groupe RENAULT sur la rémunération du PDG

La rémunération du PDG de RENAULT, Carlos GOHSN, est proprement scandaleuse et revêt un caractère de cynisme vis-à-vis des 46000 salariés du groupe et l'ensemble de la filière de l'automobile à qui la même personne prône la modération, voire le gel des salaires.

Que le gouvernement menace de légiférer sur la rémunération des principaux cadres dirigeants d'entreprises est une revendication que la CGT porte depuis de nombreuses années et malheureusement ce ne sont que des promesses électorales, suivies de peu d'effet !

Il est plus facile de proposer dans la « loi travail », de limiter les indemnités prudhommales pour licenciement abusif pour l'ensemble des salariés.

Le mépris d'une partie du Conseil d'Administration de RENAULT montre le niveau de féodalité de ses membres au pouvoir qu'exerce Carlos GOHSN vis-à-vis des salariés et d'une partie des actionnaires. Nous dénonçons la consanguinité qui règne dans l'ensemble des conseils d'administration, qui nuit à de vrais débats sur les stratégies industrielles et commerciales des entreprises.

Chez RENAULT, à l'exception de l'administrateur salarié CGT, les membres du Conseil d'Administration, y compris les représentants de l'Etat, ont validé les critères de rémunération pour les cadres dirigeants dont le PDG, et plus généralement la politique industrielle et stratégique de Carlos GOHSN.

En 2013, un accord compétitivité a été imposé aux salariés, dont les conséquences sont **l'augmentation du temps de travail de 6%, le gel des salaires pour l'ensemble des catégories socio-professionnelles et la suppression de 8 260 emplois en France**. Les conditions de travail des salariés se sont fortement dégradées sur les différents sites RENAULT, mais également chez nos fournisseurs, avec l'explosion de la précarité dans le groupe et l'ensemble de la filière automobile en France.

Les 10 ans de politique de Carlos GOHSN, chez RENAULT se traduisent par une baisse de production de 700 000 véhicules sur le territoire national et une baisse de 23 546 salariés chez RENAULT maison mère.

Pour assoir sa stratégie et répondre aux desiderata des gros actionnaires et à sa soif de pouvoir, Carlos GOHSN a annoncé devant la commission parlementaire sur la filière automobile, la volonté de négocier en 2016 un accord d'HYPER-COMPETITIVITE. Les conséquences, visibles en Espagne, où le code du travail a déjà disparu, seront destructrices pour la communauté de travail : plus de cadre légal et des salariés asservis à leur outil de travail.

Dans le cadre de **l'obligation législative** de complémentaire santé chez RENAULT, la direction refuse de payer 6 millions d'Euros supplémentaires pour assurer à 50% la cotisation de la couverture de ses salariés et leurs familles, alors qu'elle octroie 7,251 millions d'Euros pour la rémunération d'une seule personne !

La coordination CGT RENAULT